Quotas de migrants et aides européennes : le Premier ministre lituanien dénonce un chantage inacceptable

Description

Par Céline Bayou (sources : *Delfi.lt, The Baltic Times, BNS*)

Le Premier ministre lituanien, Algirdas Butkevičius, est en colère. Il n'a pas apprécié la remarque du ministre allemand de l'Intérieur, Thomas de Maizière, qui a évoqué le 15 septembre la possibilité de couper certaines aides de l'Union européenne aux pays membres qui refuseraient de se conformer aux quotas de répartition des réfugiés proposés par la Commission européenne. Le ministre allemand évoquait des moyens de pression pour forcer certains pays à se montrer plus solidaires et il a, à cette occasion, cité la Hongrie, la République tchèque, la Pologne et la Slovaquie, bénéficiaires de fonds structurels massifs et qui ont clairement exprimé leurs réticences à l'idée de se conformer aux quotas.

Si la Lituanie n'était pas directement visée, son chef du gouvernement a néanmoins aussitôt dénoncé un «*chantage inacceptable*», tout à fait inapproprié de la part d'une personnalité de haut rang censée faire preuve de responsabilité afin de résoudre ce problème. Pour A. Butkevičius, le ton de Th. de Maizière est tout à fait déplacé et sa tactique agressive. Il n'y voit rien de constructif. Plus encore, il accuse le ministre allemand de se contenter de «*lancer des ordres d'en haut*» et de dire aux autres pays ce qu'ils doivent faire.

La Lituanie fait partie des pays qui soutiennent officiellement la proposition de Bruxelles de répartir entre pays membres de l'UE 160.000 réfugiés qui se trouvent actuellement en Grèce, Italie et Hongrie. Le pays a donné son accord pour recevoir 1.105 migrants au cours des deux prochaines années. En revanche, Vilnius s'oppose à l'instauration d'un mécanisme de quotas.

La Commission européenne est rapidement intervenue dans la journée pour calmer le jeu et préciser qu'il n'est pas envisagé de réduire les fonds structurels pour les pays qui se disent opposés à ce système de quotas.

Entretemps, la Présidente lituanienne, Dalia Grybauskaitė, avait déjà fait une mise au point et précisé que l'UE ne peut, légalement, agir de la sorte et couper les fonds. Mais le ministre lituanien de l'Intérieur Saulius Skvernelis, lui, avait avancé que de telles mises en garde ont une base. Il rebondissait sur la remarque, le même jour, du vice-chancelier allemand, Sigmar Gabriel, qui dénonçait le fait que l'Allemagne puisse devenir un contributeur net dans une Europe que tout le monde veut rejoindre quand il s'agit d'y recevoir de l'argent, mais où personne ne veut partager les responsabilités. Pour S.Skvernelis, «*si nous faisons tous usage, solidairement, de certaines ressources et de fonds communs, alors nous devons aussi résoudre les problèmes de manière solidaire. Nous ne pouvons pas nous contenter de prendre mais devons aussi donner quelque chose parfois*».

date créée
15/09/2015
Champs de Méta